

Analyse, Propositions et Message de sortie de crise de l'Acteur culturel Mamou Daffé face à la situation d'impasse que vit le Mali

Notre pays traverse en ce moment, une des plus sombres périodes de son histoire. En effet, depuis le 22 Mars dernier, suite au renversement du régime du président Amadou Toumani Touré par une junte militaire, consécutive à la résurgence de la crise au nord du pays. Le Mali connaît une crise politique, militaire, sociale, et sécuritaire très grave, le pays va mal! Et la CEDEAO nous promet des sanctions très lourdes....

Pour moi acteur culturel du Mali aujourd'hui le débat n'est pas d'être ou pour le coup d'état, ou de faire de grandes déclarations de principes démocratiques, ou d'organiser des marches et des boycotts, ou de se critiquer, ou de prendre position auprès d'un camp ... l'heure est grave, la nation est en péril ! Il faut agir...

Nous demeurons convaincus que le Mali est un grand peuple, et est à un tournant décisif de son histoire, une solution globale de plan de sortie de crise est plus que jamais impérative et urgente. Cela ne se fera véritablement qu'avec l'implication de toutes les parties prenantes... une solution globale et inclusive de sortie de crise. Est-ce que cette solution viendra d'une seule partie ?

En tant qu'acteur culturel, par conséquent épris de paix et de justice, nous ne pouvons pas rester indifférents face à la situation qui se détériore jour après jour dans notre pays. Je pense qu'il faut faire des propositions concrètes pour sortir de cette impasse, c'est pourquoi je partage ces analyses, ces propositions, et ce message aux différentes parties prenantes de cette crise afin d'apporter ma modeste contribution à la construction d'un Mali nouveau.

Les questions que l'on se pose aujourd'hui ?

Au vu et au su de tous les constats de cette première semaine après le coup de force, on est tenté de se poser des questions suivantes : Qu'est ce qu'on fait ? Il y a-t-il une solution de sortie de crise sans au préalable régler le problème du nord ? Sachant qu'elle a été l'élément catalyseur de cette crise, y a-t-il une solution de sortie de crise sans les militaires ? Sachant que les difficultés qui ont provoquées le coup de force existent toujours et qu'il y a une crise de confiance entre les parties prenantes, le délai de la CEDEAO de transmettre le pouvoir en 72 heures à la classe politique est-il réaliste ? Les sanctions sont-elles justes et appropriées dans ce contexte ? Selon les textes de la CEDEAO, est-il légal et légitime d'appliquer des sanctions dans un pays membre en situation de guerre ? Sachant que la population sera sinistrée, la classe politique malienne est-elle prête à assurer une transition digne de ce nom, équitable et juste ? Sachant qu'elle n'est pas structurée, doit-on ignorer les voix de la société civile qui se sont levées pour soutenir la junte au nom des grands principes de la démocratie?

La spécificité malienne

Le Mali est un grand pays qui a ses spécificités dans la sous-région, le peuple malien est pacifique et est non violent, nous ne voulons pas la guerre...c'est un peuple de dialogue et consensus légendaire, la preuve malgré cette rupture brutale du 22 mars, il y a eu très peu de violence jusqu'ici...ailleurs ça aurait été un bain de sang. Même le président ATT renversé, dans sa douleur a envoyé un message de dialogue et de paix à ses collègues de la CEDEAO. Ceci est un facteur essentiel auquel il faut tenir compte quand on veut aider le Mali.

Menaces

Deux fronts ont été créés et se durcissent de jour en jour, les antis et les pros putschistes. On en veut pour preuve les violents heurts entre ces deux extrêmes le 29 Mars dernier, à la Bourse du travail de Bamako. Avec les sanctions de la CEDEAO, la bénédiction de la communauté internationale, le durcissement des deux extrêmes peut avoir de très graves conséquences pour la société malienne...

n'ayons pas peur de le dire, le pays court vers une guerre civile... sans précédent ! Avec une anarchie totale au Nord, le Mali pourrait sombrer au moins pour vingt ans....

Propositions de sortie de crise

Il faut repartir sur de nouvelles bases, transformer la douleur en action en faisant de cette crise une réelle opportunité pour le Mali de refonder son Etat et ses institutions.

- a- dans les heures qui suivent créer un cadre de dialogue, la classe politique et l'ensemble des forces vives de la nation, sans exclusive, dialoguer avec le CNRDRE, pour s'entendre sur l'organe de transition, le délai, les modalités, etc., et ensuite associer la CEDEAO, la solution est malienne ou elle ne le sera pas....
- b- L'organe de transition devra être dirigé par un Civil, intègre, expérimenté, neutre (politiquement) et rigoureux.
- c- Mettre en place un gouvernement de mission restreint composé de personnes intègres et compétentes, issues des partis politiques, du CNRDRE et des organisations de la société civile, toujours à travers la concertation et le consensus, pour conduire une courte transition de six (6) mois, afin de faire face à la crise du nord et organiser de manière efficace les futures élections.
- d- Libérer purement et simplement toutes les personnalités qui ont été arrêtées à la faveur du coup d'Etat et les rétablir dans leur droit le plus absolu.
- e- Rétablir le Président Amadou Toumani Touré dans tous ses droits et lui attribuer tous les honneurs dus à un ancien président.
- f- Exhorter la CEDEAO à différer son ultimatum pour les sanctions et de s'impliquer davantage dans la résolution de la crise dans le septentrion du Mali et d'aider le Mali à accentuer la lutte contre le terrorisme qui sévit à travers AQMI.
- g- Une amnistie devra être accordée aux auteurs du Coup d'Etat et demander le retour dans les casernes de la plupart d'entre eux.
- h- Aucun membre de la transition ne sera candidat aux Elections Présidentielles.
- i- Le gouvernement de la transition aura pour missions essentielles :
 - 1- Ramener la paix au nord, organiser les élections présidentielles libres et transparentes
 - 2- Organiser une assise Nationale pour plancher sur les problèmes de la nation : le nord - l'école - le système politique - la corruption - l'armée. Remettre le pays sur les rails.
 - 3- Revoir/relire la Constitution.

...aux partis politiques

Vous êtes comptable de la gestion de ce pays depuis les 20 dernières années. C'est justement parce que la gestion a failli quelque part que nous en sommes à la situation que nous vivons actuellement. L'heure est grave, et le temps n'est plus aux petits calculs politiques. En tant que responsables et leaders d'opinion, l'histoire vous jugera pour les décisions que vous aurez à prendre face à cette crise. Nous vous exhortons à mettre vos états d'âmes aux oubliettes et à ne penser qu'à l'intérêt supérieur de la nation. Le Mali, aujourd'hui plus que jamais, a besoin de l'unité de ses dignes fils. Ce n'est nullement le moment propice pour se disperser. L'heure est à l'union des forces pour l'intérêt supérieur de la nation. Nous ne doutons point de votre fibre patriotique, c'est pour cela que nous vous exhortons à transformer cette crise en opportunité et non en facteur de division. Il faut aller puiser dans

nos valeurs du Maaya, d'humanisme pour faire des propositions concrètes inclusives de sortie de crise, en tenant compte des spécificités maliennes.

... à la société civile

Notre voix compte énormément en cette période difficile pour notre pays. Il faut analyser très sérieusement cette nouvelle donne et voir quelle opportunité cette situation nous offre. Il faut savoir raison garder et tenir des discours modérés et non partisans qui vont dans le sens de l'apaisement. Leaders des associations de la société civile, votre peuple vous regarde et compte sur vous pour faire des propositions pertinentes qui prennent en compte leurs aspirations.

... à la CEDEAO, l'UA l'ensemble de la communauté internationale

Nous saluons l'engagement de la CEDEAO auprès du Mali pour l'aider à sortir de la crise, et nous déplorons les événements qui ont empêché le jeudi 29 mars la délégation des chefs d'états de la CEDEAO d'atterrir à l'aéroport de Bamako, situation qui a certainement joué en défaveur de la négociation.

Nous condamnons fermement ce coup d'Etat comme tout bon démocrate. Cependant, les faits sont là et les faits sont têtus. Aujourd'hui, nul n'est sensé ignorer qu'une certaine partie de la population malienne adhère aux idéaux de la junte. Elle voit en elle l'espoir d'un renouveau : la justice sociale, la restauration de la démocratie, la défense de l'intégrité territoriale, etc. Si le peuple soutient cette junte, c'est sans doute parce qu'il a besoin de perspective, d'espoir, mais surtout de laver son honneur souillé par la rébellion au nord. Ne devrions-nous pas analyser d'un œil plus critique la situation qui s'impose à nous ? Et profiter de cette situation pour remettre tous les compteurs à zéro, et repartir sur une nouvelle base ? Ne devrions-nous pas compter sur la spécificité malienne et tenir compte du contexte exceptionnel de notre pays qui est en guerre avant d'appliquer les sanctions ? Selon les textes de la CEDEAO, est-il légal et légitime d'appliquer des sanctions dans un pays membre en situation de guerre ?

Aussi nous vous demandons vivement à l'avenir d'anticiper sur les conflits de notre espace afin d'apporter des solutions les plus efficaces, car depuis fort longtemps notre pays est agressé dans sa partie nord, dans sa chair au vu et au su de toute la communauté entière... en ce moment vous travailler sur les conséquences, et travailler sur les conséquences est un exercice difficile et hasardeux...

Il faut reconnaître le fait que le Mali est une spécificité, qui a toujours su, à travers le dialogue, se sortir des situations les plus compromettantes. Nous vous exhortons à faire confiance au peuple malien à dialoguer davantage avec les forces en présence dans le contexte actuel, afin d'abroger les souffrances d'une population qui risque de crouler sous le poids de toutes ces sanctions. La solution n'est pas non plus une intervention militaire. Une intervention militaire de la CEDEAO ne fera qu'empirer la situation. Le Mali, issu de grandes civilisations, est capable de surmonter cette impasse par les vertus du Maaya, du dialogue... Et comme nous l'avons souligné en dessus, ce dialogue doit être inclusif (inclure toutes les couches de la société malienne) pour aboutir à une solution globale et durable. Nous vous demandons de faire confiance au Mali...

... au capitaine Sanogo

L'histoire de notre pays est en marche. Nous comprenons vos revendications. Une grande partie de la population malienne pense que vos revendications sont légitimes. Mais, sachez qu'on est au 21^e siècle, c'est la gouvernance mondiale qui gère le monde avec des règles et des principes auxquels nul ne peut échapper, ce n'est pas possible dans le monde aujourd'hui qu'un militaire dirige un pays avec les armes. Faites en sorte d'abroger les peines de la population. Continuez à accroître le dialogue avec les forces vives du pays pour élaborer un schéma pertinent de sortie de crise. Nous vous conseillons également d'accroître le dialogue avec la CEDEAO, l'UA, l'UEMOA et l'ensemble de la

communauté internationale pour aller vers un consensus. Et surtout arrêter les interpellations qui ont souvent tendance à avoir un caractère de chasse aux sorcières, car le nouveau Mali doit certes se construire sur de nouvelles bases, mais il doit se construire avec tous ses fils. Il est primordial d'assurer la sécurité des personnes et des biens et faire cesser tous les actes de vandalisme dans la capitale... Le pouvoir corrompt et le pouvoir absolu corrompt absolument, nous vous exhortons par conséquent de composer avec l'ensemble des forces vives de la nation, pour l'intérêt supérieur de notre cher pays.

Conclusion

Enfin, je tiens à souligner que je suis apolitique et impartial, les propositions que je fais ici découlent des constats que je fais, après avoir pris du recul pour analyser froidement la situation. Loin de moi l'idée de soutenir un quelconque bord. Le plus important c'est bien le Mali, encore le Mali et toujours le Mali. Seul le Mali est grand, tout le reste n'est que tergiversation et petits calculs voués certainement à l'échec...Je le dis haut et fort que la solution ne viendra pas d'une seule partie ou d'un seul homme, c'est l'effort conjugué de l'ensemble des forces vives de la nation qui va nous permettre de transcender cette crise, avec une stratégie globale qui tient compte de tous les paramètres du problème.

Je termine par un adage du manding “ *manding be lonbo lamba, manding tëh bonw*”, c'est-à-dire “ le Mali peut tanguer, mais le Mali ne tombera pas dans le chaos ”

Que Dieu préserve le Mali !

Ségou, le 31 Mars 2012

Mamou Daffé, Acteur culturel du Mali

Email : mdaffe@gmail.com

Tel : 66 72 65 02